TRIMESTRIEL

5 F

POUR UNE INTERVENTION COMMUNISTE

Juillet-Aout-Sept.1981



"L'ESPÉRANCE POLITIQUE DE TRANSFORMATION QUE LA CLASSE OUVRIÈRE PORTE ENELLE A ĒTĒ..."



POUR UN TEMPS UNE COMPEN-SATION DANS LA CONDITION DE SALARIE EXPLOITE ...



... ET A MAINTENU DANS LE CHAMP CIVIQUE UN DEBAT QUI, S'IL LE QUITTAIT POURRAIT ALLER JUSQU'A LA VIOLENCE CIVILE ...



NE L'OUBLIEZ PAS. ET QUE CE "MEMENTO" SERVE DE GARDE-FOL À NOS RAISONNEMENTS.





*Participation volontaire de M.Rocard.





• ĒDITORIAL TAMUZ ET ... TALMUD

CONQUIDANS G-B: BRIXTON Dossier: LA GAUCHE DU CAPITAL AU
LES CABINETS CHINE REUNION PIC POUVOIR



EDITORIAL: L'ECHEANCE.

Alors que la tendance à la saturation du marché mondial est aujourd'hui bien plus forte que celles qui précédérent les boucheries impérialistes de I9I4 et de I9-39, le capital n'a pas encore su "régler" cette crise par la guerre, seul moyen qu'il lui reste pour détruire les forces productives matérielles et humaines éxédentaires quand la surproduction est ainsi généralisée...

Cela n'est pas dû au hasard, cela tient au fait qu'il n'existe pas pour le moment de blocs politico-militaires homogénes recouvrant avec précision les rivalités concrètes à l'oeuvre dans le champ économique planétaire. Ni la R.F.A, ni le Japon, puis -sances déterminantes dans l'actuelle guer -re commerciale n'ont encore pu, malgré des balbutiements militaristes déjà bien prononcés, parvenir à se constituer comme tels. Les rivalités de plus en plus fortes qui secouent avec insistance la sphère de circulation des marchandises au plan inter -national ne peuvent pour l'instant trouver d'issue militaire. Ces rivalités se reportent donc de plus en plus au niveau des monnaies, ce qui explique conséquemment l'actuelle guerre monétaire que le capital U.S a déclenché depuis plusieurs mois grâce à l'hégémonie encore bien réelle qu'il excerce, au travers du dollar, sur ce plan.

Cette volonté américaine de harceler l'europe et le japon n'est que le prolongement logique du travail de sape patiemment entrepris depuis les mesures nixon de 1971, rendant officiellement le dollar non convertible.

L'actuel gouvernement Reagan soucieux avant tout de contrôler sa masse monétaire et d'en dissiper "quelque peu" les effets inflationnistes a décidé de réaliser prés de 50 milliards de dollars d'économie sur son prochain budjet. La hausse persistante depuis des mois des taux d'intérêt américains (aux environs de 20%) n'y est là que l'ultime consécration puisque c'est par elle que l'état U.S veut réduire la vitesse de circulation de sa monnaie.

Paralléllement et en premier lieu, le capital U.S veut reconcentrer les mouvements de capitaux vers le marché nord-américain. Pour bénéficier de l'"exceptionnelle rémunération" que leur offre ainsi les E.U, les capitaux étrangers s'y précipitent par milliards de dollars, d'où devant l'augmentation de la demande et la baisse de l'offre; la hausse "tenace et impressionante" du billet vert.

Automobile : victoire japonaise en 1980

Quelques chiffres qui valent beaucoup de discours. L'an dernier, la production américaine de voitures a diminué de près de 2 millions d'unités. Et les exportations japonaises vers les Etats-Unis ont fortement progressé. Mais à Tokyo, l'Association japonaise des constructeurs vient de réaffirmer: « Jamais nous ne nous engagerons à limiter nos expéditions sur le marché américain. »



Une partie croissante de la masse des profits n'est plus aujourd'hui réinvestie dans la production du fait du mouvement ascendant à la saturation du marché mondial, elle est donc tout simplement placée sur le marché international des capitaux à la recherche de profits spéculatifs. Le "difficile" recyclage des pétro-dollars est au centre de toute cette problématique capitaliste; c'est I80 milliards de dollars (source O.C.D.E) de surplus non directement utilisés pour leur propre consommation civile et militaire que les pays producteurs ont jetés sur ce marché rien qu'entre 1974 et 1979. Quant à 1980 1' OPEP y a engrangé quelques I20 milliards de dollars d'excédents (réf.id.). Sur une seule année, la masse des capitaux à la recherche de placements est presque aussi importante que celle secrétée durant les quatres années précédentes.

OU ALLONS-NOUS

Tout ceci est la manifestation évidente du pourissement accélérée de la machine capitaliste en crise qui fabrique à jet continu de l'inflation monétaire. Et là chaque capitaliste privé ou national, de plus en plus "asphyxié" est contraint d'emprunter toujours d'avantage pour rembourser ses anciennes dettes. Les liquidités internationales sont passées ainsi de 69 milliards de dollars en 1963 à 184 milliards en 1973 (O.C.D.E), que l'on calcule suivant la même dynamique ce qu'elles seront en 1983 et l'on voit aisément dans quel marasme le capitalisme est en train de s'enfoncer progressivement.

Les capitalismes européens et le capitalisme japonais (pour une moins grande part, cf la résistance du yen) sont par la même placés devant une contradiction essentielle: ou pousser leur taux et "diminuer" à partir de là l'inflation dans leur propre pays en recyclant les capitaux pétroliers ou bien les laisser assez bas afin de permettre un minimum de croissance et ainsi perdre la possibilité d'utiliser ces excédents.

Aujourd'hui 900 à 1000 milliards de dol-lars d'excédents pétroliers "voyagent" dans le vaste monde en quête de recyclage, il est clair que le capitalisme qui saura les "attirer", en partie du moins, brisera les efforts de ses adversaires pour sortir de leur actuel "bourbier financier"; c'est à cela que s'emploie désormais le capital U.S...

L'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie, la Grande-Bretagne, la Suéde enregistreront de ce fait une croissance négative cette année. Au total le Produit Na -tional Brut des capitalismes européens re -culera de plus de 1% au minimum en 1981. Simultanément l'inflation sera au mieux de 20% en Italie, II% en Grande-Bretagne, 6,1% en Allemagne et I2,5% en France (O.C.D.E). Les vingt-quatre pays les plus industrialisés compteront plus de 24,6 millions de chomeurs à la fin de l'année (c'est-à-dire +9% en un an). La montée du chômage sera quasi générale en europe, surtout en Belgique et en Espagne. En revanche la situation de l'emploi s'améliorera quelque peu

au Japon et aux Etats-unis. Le décalage qui s'accentue entre les USA, le Japon et le reste des capitalistes "avancés" est de plus en plus manifeste sur tous les fronts de la guerre économique.

Dans le même temps les rivalités commer-ciales proprement dites ne font que s'accentuer (comme nous le rappelle de façon exemplaire la récente rencontre Mitterand-Suzuki sur la confrontation automobile qui oppose la France au Japon).

La période actuelle marque clairement l'entrée dans une nouvelle phase cruciale où l'exacerbation de la concurrence va encore franchir un pas considérable, tant au niveau de la circulation des marchandises qu'au niveau strictement monétaire. C'est cette période qui verra le systéme monétaire ou plus exactement ce qu'il en reste s'écrouler, miné par ses propres contradictions...



Si la période 1970-1980 a marqué avec l' offensive économique européenne et japonaise le commencement prononcé d'une marche vers la saturation des débouchés solvables , la période 1980-1990 marquera elle la réalisation en acte de cette saturation. La totalité des économies ne va cesser dès lors de se désorganiser, l'inflation et le chômage ne vont cesser d'augmenter; l'alternative course à la guerre ou émergence révolutionnaire de la classe est bien celle qui indiquera la direction de la décennie à venir. A cet égard le récent bombarde -ment de la centrale irakienne de Tamuz (voir l'article dans ce même numéro de J.T) désigne bel et bien une nouvelle étape, importante, dans l'affrontement Europe (France, Allemagne...) Etats-unis par Irak et Israel interposés. L'impérialisme américain vient de montrer qu'il entendait préserver par tous les moyens ses possibilités d'exportations au moyen-orient et en premier lieu celles qui touchent aux technologies de "pointe".

Dans le même temps, on assiste à une persistance bien réelle des luttes de classes prolétariennes en Pologne -(de nombreux heurts entre miliciens et travailleurs ont encore marqué ces dernières semaines)- où

le parti ne cesse de se décomposer à la base rendant concrètement possible une intervention russe si cette tendance devait se confirmer trop abruptement. Des grêves sauvages ont lieu aux USA dans les mines et l'automobile, des émeutes éclatent en Grande-Bretagne (cf. les articles sur Brixton dans ce numéro de J.T), de violentes explosions sociale se déroulent au Maroc se caractérisant par de nombreux affrontements avec les forces de l'ordre d'où des centaines de tués et d'emprisonnés...

Toutes ces luttes ne sont que le produit immédiat de l'intensification mondiale de la crise du capital.

Nous aurons l'occasion dans les prochains numéros de Jeune Taupe de revenir plus largement sur tous ces problémes et événements. Mais ce que nous pouvons déjà briévement dire c'est qu'ils sont tous,

, tant au niveau des confrontations entre capitalismes qu'au niveau de l'apparition d'une certaine radicalité prolétarienne; les indicateurs d'une proche échéance qui à moyen terme enclanchera soit un processus de militarisation de la société en vue de déclencher la troisième guerre mondiale, soit un processus de guerre de classe en vue d'instaurer le communisme. Rien n'est joué pour le moment, ni dans un sens ni dans l'autre, il nous reste à tout faire dans la mesure de nos moyens pour que cette échéance amorce une nouvelle époque; celle de l'auto-émancipation du prolétariat contre la production marchande, le salariat et l'état. Dès aujourd'hui notre intervention doit savoir dire, clairement et activement que si rien n'est décidé encore les années qui viennent sont, elles, celles qui décideront de tout...

Suite de la page 15 1ère_{colonne}

EN GUISE DE NOTE

L'article "La gauche du capital au pouvoir" est signé. En effet, analysant l'abstention record des législatives, il la présente comme la manifestation d'un ras-le-bol; "confus mais réel", ajoutant qu'une "frange prononcée (bien qu'encore minoritaire) de travailleurs est de moins en moins enclin à faire durablement "confiance" aux partis et à leurs syndicats". Déjà l'éditorial de J.T. nº 36 parlant d'un désintérêt croissant des électeurs ne nous semble pas correspondre à la réalité. Les présidentielles ont montré une forte participation électorale et, après la victoire de Mitterand, une manifestation d'espoirs de changements parmi les travailleurs. Quant aux abstentions aux législatives, elles paraissent dues à la rapide succession des échéances électorales mais surtout à l'incertitude et à la prééminence de la fonction présidentielle dans les institutions de la 5ème république. Plutôt qu'à une indifférence au spectacle politique, nous assistons à un regain d'intérêt pour celui-ci.

EFFRAYANT AMUZET TALMUD HOUS MENENT

EN BATEAU

La crise mondiale du capitalisme signale aujourd'hui la volonté féroce des Etats-Unis de maintenir leur hégémonie monétaire. D'autant plus qu'il y a une tendance à la contestation de l'hégémonie du Dollar par le Mark européen et le Yen japonais d' où accélération de la crise et intensifica -tion des tensions. La phase précédente avait vu mettre en oeuvre comme reméde au "mal" de décadence du systéme, la politique dite de la "planche à billet" (gonflement de la masse monétaire). Gonflement qui a pu atteindre des sommets jamais explorés voire même jamais espérés. D'autre part vient se greffer à la guerre monétaire (hausse persistante du dollar, augmentation des taux d'intérêt sur les crédits à l'exportation, etc...)un marché en passe d'être globalement saturé.

La précédente période d'expansion du capitalisme, depuis 1945 approximativement, avait été marqué à la fois par les luttes politiques et militaires pour la décolonisation et par la fin des illusions sur cel -le-ci, d'où l'émergence de la notion de néo-colonialisme. En fait si la décolonisation avait été acceptée par les bourgeoisies de l'europe (dans certains cas, comme la France ou le Portugal, elle leur a été imposée), c'était dans la perspective de l'approfondissement du marché national et de l'extansion des échanges entre

pays centraux.

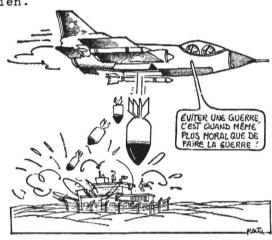
Or. cette possibilité de croissance reposait sur le renforcement de l'impérialis -me, et derrière la mascarade de l'indépen -dance et de l'idéologie du développement sur le pillage des richesses naturelles du "tiers-monde", sur le transfert de la plus -value produite à la périphérie vers le centre. Le faible prix des matières premières, de l'énergie, des produits agricoles et par la suite de la force de travail, migrante ou autochtone exploitée à domicile, était la condition essentielle de l'ex

-pansion économique.

Aujourd'hui tout cela est bien caduque: la solvabilité relative des marchés, le coût dérisoire des matières premières, l'expansion jouissant sans entraves, ne sont plus que vagues souvenirs psalmodiés par de doux rêveurs capitalistes. Ce qui prime c'est l'interdépendance des économies et l'inféodation des pays sous développés ou à caractère stratégique aux grandes puissances occidentales, mais aussi la contradiction croissante entre l'interdépendance des économies nationales et la concurrence exacerbée qu'elles se ménent, entre l'homogénéisation (l'unification) et la fragmentation du marché mondial.

Tout se joue et se perd dans et par la guerre économique et monétaire; et de loin en loin par des conflits militaires mis en oeuvre par des "sous-impérialismes" derrière lesquels se dissimulent les intérêts objectifs des économies américaine, européenne et japonaise (cf.Autour du golfe persique l'éclatement des véritables rivalités inter-impérialistes est le résultat

de la guerre économique. in J.T nº35). Dans le nouvel obs.du 29 sept-5 oct 80 la question Qui a bombardé Tamuz? servait de titre à un article s'interrogeant sur l'origine éventuellement israélienne de l'opération militaire dirigée contre le centre de recherche nucléaire de Tamuz en Irak, en plein coeur du conflit Irako-ira -nien.



La paternité de cette première tentative ne fait plus aucun doute à la lumière de la spectaculaire récidive du IO Juin 81. L'éternelle question "pertinente" qui reste à poser est donc celle-ci: A qui profite le crime?. Bien sûr et à un niveau premier le moins fouillé de l'analyse qui est aussi celui de l'interprétation officielle, à Israel en général et à Begin en particulier. En effet l'impérialisme israélien n'a pas intérêt à la prolifération de l'arme atomique dans le golfe persique ce qui pourrait modifier le rapport de force politico-militaire en sa défaveur. Cela dit rien ne justifiait, d'un tel point de vue, cette réaction paranofaque à court terme dans la mesure où le stade technique actuel de la centrale de Tamuz ne semblait pas permettre la mise au point d'une force statégique de "dissuasion" avant une demi-décade au mi-

A ce même niveau d'appréhension de l'événement, il est possible de dire que le "crime" profite à Begin dans la mesure où il lui permettrait de re-dynamiser le jeu consensuel en déliquescence dans le péritre intérieur d'Israel. Or, l'unanimité acquise le jour même de l'opération, qu'on se souvienne de la déclaration du Chef du Parti Travailliste Shimon Peres exprimant son admiration pour le travail effectué par l'armée de l'air: "Je pense que c'était brillamment planifié et réalisé. Israel se trouve désormais au centre d'une confrontation politique et je ne voudrais rien dire qui rendrait la position d'Israel plus difficile qu'elle ne l'est déjà."; cette unanimité donc est déjà battue en brêche par les nécessités redoutables de la concurrence entre fractions capitalistes au sein de la classe politique israé-









"Israétien" L'embarras de l'Arabie Saoudite

L'Arabie Saoudite est d'autant plus emparrassée que le rôle des radars volants américaits dans cette affaire n'est pas clair. On a noté que le seul ministre arabe des affaires étrangères à avoir conféré avec le président Hussein d'Irak est le ministre saoudien, l'émir Ai Faycal, dont le pays est seupconné de coopération avec larable spar omission», c'est-à-dire par non-transmission aux

autorités irakiennes' de la détection du survol de son territoire par l'escadrille israéllenne. Les Etats-Unis font l'objet, de la part de la presse liée au Front de la fermeté arabe, de l'accusation de collusion activa au niveau des renseignements et même d'unique des avions israéliens vers leur objectif en évitant la chasse et les missiles irakiens.

LE MONDE 13.6.81

lienne au beau milieu d'une campagne électorale agitée. Comme le montre cette seconde déclaration du même Peres: "Le réacteur irakien ne représentait pas un danger neces-sitant une action militaire à un stade aussi précoce. Nous aurions dû d'abord consulter le président Mitterrand pour connaître la nature exacte de ses engagements auprés de l'Irak.".

Bien que ces interprétations recellent quelques "atomes" de réalité, elles ne per -mettent pas de comprendre l'événement et les enjeux qui y afférent. Les U.S.A et IS-rael ont formé à l'occasion de Tamuz une coalition d'intérêt parfaite. Les U.S.A qui ont feint de n'être pas au courant en tout cas selon la version officielle pas avant le retour de l'expédition, alors qu'ils couvrent radarement-vôtre l'espace aérien du Golfe grâce à leur dernier né l'Awacs et qu' ils ont libre accés à toutes les bases israéliennes; sont parvenus par le biais de leur alliance politico-militaire avec Israel à "réduire en cendres" au moins provisoi -rement les espoirs franco-allemand de poli -tique d'exportation nucléaire tous azimuts en direction du moyen-orient. Qu'on se rappelle les multiples mises en garde de Begin quant à l'"immoralité" toute marchande de V.G d'Estaing etSchmidt (oubliant "l'Holocauste") et de leurs politiques commerciales agressives; entendons pa là le peu de soucis qu'ont les capitalistes français et allemands de sélectionner affinitairement leurs acheteurs d'armement et de technologie nucléaire "douce". Logique capitaliste oblige! les productions militaires et nucléaires sont les secteurs d'accumulation privilégiés donc les secteurs où l'excacerbation de la concurrence est la plus débridée.

Ce qui se joue autour de Tamuz c'est bien la continuation de la politique américai
-ne, conjuguée avec les intérêts du sousimpérialisme israélien, de réappropriation
des marchés conquis par les économies européennes. C'est au moyen orient que la guerre économique entre les "alliés" occidentaux
prend la forme la plus spectaculaire en
attendant la "grande conflagration universelle"

N'OSERONT)
PAS!

BRIXTON

OU QUAND LA RUE N'APPARTIENT PLUS NI A LA POLICE NI A LA MARCHANDISE

Durant les semaines précédent les émeutes, la police ne cessait d'investir les rues de Brixton. Le vendredi 3 avril le quartier est bouclé. Pendant toute la semaine "l'opération Swamp 8I" (I) s'était déroulée avec pour conséquence l'arrestation et la fouille systématique d'environ IOOO personnes -surtout des jeunes noirs.

Le vendredi IO, après un incident à Railton Road, réglé par les gens du quartier, la police arrive et commence à foutre sa merde. Le samedi la police occupe le quartier. La réponse est soudaine, brutale et spontanée. La population du district attaque vers 17h et déroute complètement les forces de l'ordre. Cette action de masse dirigée d' abord contre l'ennemi immédiat (la police), s'oriente ensuite vers les magasins pour détruire les vitrines et s'approprier les biens nécessaires aux besoins et désirs.La police est absolument dépassée, l'enclave de Brixton lui est interdite. Débordée et stupéfaite, elle concentre ses efforts pour circonscrire le "mal", son problème le plus crucial étant la défense du commissariat... La flicaille dont le boulot est en général de protéger les choses plutôt que les gens, se voit forcée de changer de politique; il faut d'abord sauver sa peau! L'inquiétude se fait tellement grandissante qu'un conseiller militaire et les Special Patrol Group (II) sont appelés. Le lendemain dimanche les mêmes événements se répètent. Entre temps la police avait recruté 1000 extras. Brixton est à nouveau bloqué et occupé.

Les "autorités" se sont empressées de parler "d'émeute raciale". Mais ce mouvement n'a rien à voir avec l'affrontement d'une race contre une autre. Durant les émeutes indiens, (III), asiatiques, noirs, blancs, se sont révoltés ensemble contre la police. Les "autorités" ont alors parlé "d'agitateurs extérieurs", "d'anarchistes blancs", comme si les gardiens du pouvoir et les prolétaires de Brixton filaient une entente si cordiale que l'émeute ne pouvait avoir été fomentée que par des "provocateurs" extérieurs.

Cette vision n'est développée que pour faire diversion et cacher les vrais problèmes.



A Brixton la plupart de la population vit dans la misère et/ou est au chômage. Le chômage et la misère sont des effets du capitalisme et non des choix de la population!! Le prolétariat subit le système. celui de la dictature des lois de l'économie sur ses besoins, son activité et sa vie; le salariat est un mode d'exploitation En période de crise, et la Grande-Bretagne est un des pays occidentaux le plus touché depuis bien des années, qui conduit à l' endettement, l'inflation, etc... l'unique moyen de retarder une catastrophe financière est d'accomplir des transferts d'argent pris sur le capital variable, ce qui signifie accentuer toujours davantage la surexploitation du prolétariat. La crise et le chômage montrent toute l'absurdité de la société du salariat, à la fois exploitation exacerbée et gâchis incommensurable. Le chô -mage n'est qu'une catégorie du travail salarié: il n'est pas la négation du travail mais le travail au degré zéro. En tant que marchandises concurrentes sur le marché du travail, le prolétariat peut exprimer son refus du travail mais le facteur dominant, à Brixton et ailleurs, c'est précisément la crise économique qui implique le recours au chômage, la baisse du niveau de vie, etc...

Et voilà que l'encadrement économique est complété par l'encadrement social grâce à la police représentante du pouvoir, qui harcèle perpétuellement la population. En effet l'accroissement du chômage amène des fractions de la population à se procurer des revenus et à mettre en pratique des modes de vie extra-salariaux qui relèvent de la "délinquance" intolérable pour le bon ordre bourgeois. Ces modes de vie "forcés" sont le symptôme de la faillite de la société capitaliste et en même temps une menace.

Ces émeutes n'ont pas été mises en acte par quelques uns mais ont rassemblé le quartier hommes et femmes, jeunes et vieux, noirs et blancs, communautés raciales et culturelles en une même communauté d'intérêt contre la militarisation des rues de Brixton ainsi que contre la société qui engendre exploitation et soumission. Ces émeutes, produit du ras-le-bol provoqué par la dégradation des conditions de vie, et déclenchées par l'ilôtage policier, ont bouleversé les rapports légaux, les rapports de pouvoir, et les rapports marchands. La classe s'est révoltée pour résister d'une part à la dégradation des conditions économiques, de façon très ponctuelle et éphémère mais de façon générale, par l'autoréduction, et d'autre part à la dégradation des conditions sociales par l'affrontement direct à la

police.
Ainsi les prolétaires de Brixton, face à la légalité et à l'ordre répréssif, s'imposent en tant que classe par la négation de cet ordre. Ce qui est frappant c'est ce radicalisme en acte par rapport aux campagnes politiques des idéologues bourgeois (syndicats, partis, autogestionnaires) qui ne font que dénoncer les excès ou les abus de pouvoir. C'est que le degré atteind par l'aliénation implique le niveau de violence déployé. A Brixton la classe ouvrière a trouvé des réponses immédiates à une situation insupportable.

Isolé, exploité dans son travail, le prolétaire se trouve aliéné dans ses rapports quotidiens, envahi par la marchandise, l' argent, la publicité, la valeur d'échange, et oppressé par les chiens de garde du capital. C'est pourquoi cette révolte prolétarienne s'est exprimée dans un premier temps par la "réappropriation" de biens. Le système de l'échange que tous les idéologues veulent faire passer pour naturel ou pour le moins indépassable, ne tient que dans un rapport de force militaire et policier. Qu'on se rappelle du pillage d' une bonne partie de la ville de New-York suite à une panne d'électricité qui neutralisait les systèmes d'alarme, de survei -llance électronique, etc...



Les leçons de Brixton c'est que la crise du capital impose des privations, intimidations, répressions, contrôles, que la classe ouvrière combat dès l'instant où le rapport de force tourne en sa faveur. Ces explosions spontanées, exemptes de toute direction occulte, ne datent pas d' hier; qu'on se rappelle Bristol l'an dernier, et cette année New-Cross-Fire où des affrontements longs et brutaux ont opposé la police et les communautés immigrées. Brixton n'est donc pas un cas particulier; après ces événements, à Finsbury Park, à Lewisham, dans les quartiers pauvres de Londres, d'autres affrontements ont (eu) lieu, pas toujours de façon aussi spectaculaire mais de façon endémique, entre la population et la police. Signes du refus de l'ordre existant.

La violence n'est pas toujours une garantie de radicalisme, mais à Brixton et ailleurs, c'est par le biais de l'action directe et massive que les prolétaires remettent en cause le système qui les accule à la marginalisation et au ghetto. Déshumanisation capitaliste qu'ils combattent grâce à l'action jointe de communautés ordinairement divisées.

Actuellement le gouvernement de Londres part en campagne contre les skinheads (IIII), boucs émissaires tout trouvé et prétexte à augmenter les effectifs de police dans ces quartiers (on voit bien trop souvent les skinheads lutter avec les communautés immigrées contre la police!). Si les travailleurs précaires, les chômeurs de Londres choisissent comme terrain de lutte la rue, utilisentla violence contre la police, pillent les magasins, ils n'exposent pas toujours clairement les objectifs de cette lutte. La volonté consciente de détruire l'ordre dominant, les

perspectives communistes ne sont pas toujours exprimées mais contenues en germe; derrière le mépris des notions de propriété, de sécurité, l'affrontement direct avec l'état et la police, pointe la négation du monde existant.

D'autre part nous pouvons tabler sur le fait qu'avec l'aggravation de la crise, donc la montée du chômage, la paupérisation généralisée, la recrudescence de la délinquance, ce type d'affrontements entre les forces répressives et le prolétariat, deviendront "monnaie courante". En fait monnaie rendue à la violence que le capitalisme fait subir à l'humanité.

C'est aussi ce qui pend au nez des technocrates rocardiens dans la mesure où l'ampleur de la crise économique du capitalisme annule leur projet de pillule idéologique -la drôlement nommée "convivialité". Un consensus social entre des classes aux intérêts opposés est peut-être possible quand il reste des miettes à distribuer aux plus exploités. Mais deux millions de chômeurs et autant de smicards ne verront pas leurs problèmes résolus par une animation de quartier, un ciné-club ou quelques

rues piétonnes... Gageons que Brixton n'est qu'un début...

YOU CAN CRUSH US YOU CAN BRUISE US

BUT YOU'LL HAVE TO ANSWER TO THE GUNS OF BRIXTON

VOUS COGNEZ MAIS IL VOUS FAUDRA PEPONDRE AUX MITRAILLETTES DE BRIXTON

VOUS MASSACREZ

(The CLASH- 1979)



(I)Ratissage policier-Swamp=bas-fond

(II) C.R.S.

(III)West Indians

(IIII)"Têtes rasées" que la rumeur associe souvent aux troupes fascistes du National Front, en fait Lumpen prolétariat.

GRANDE-BRETAGNE

ECONOMIQUE CRISE CRISE SOCIALE

Deux longues nuits d'émeute dans le quartier de Brixton durant le mois d'avril dernier sont venues rappeler de façon tout à fait <u>visible(si</u> besoin en était!)qu'avec l'actuelle accentuation de la crise mondiale, le surgissement révolutionnaire du pro-létariat est tendanciellement et partout de plus en plus à l'ordre du jour, qui plus est dans les zones géo-économiques où le capitalisme résiste le moins bien aux effets gi-gantesques de la présente guerre commerciale (et des multiples reconversions qu'elle entraîne...).A cet égard le Royaume-Uni fait bel et bien figure de <u>test</u>, certes un événement du type de ce qui s'est recemment passé à Brixton n'a pas en lui-même une

dimension socio-historique logiquement comparable au mouvement de masse qui subsiste fermement en Pologne depuis bientôt près d'une année, c'est là l'évidence la plus immédiate qui soit...Cependant au-delà desdiverses voies qu'elle emprunte dans chaque pays et des ripostes différentes qu'elle produit déjà(ou ne produit pas encore!) la crise est progressivement en train de créer les conditions fondamentales d'un possible soulèvement généralisé de la classe ouvri-ère, A ce titre l'énorme et persistante récession dans laquelle le capitalisme britannique s'est irréparablement englué est plus que significative!

Durant tout un week-end de violents affrontements ont eu lieu dans cette banlieue ouvrière du sud de Londres entre d'un côté une foule multiraciale (composée de jeunes pour la plupart!) et de l'autre les forces de répression policière, affrontements qui sesont soldés par plusieurs centaines de blessés et par un pillage plus ou moins systématique du quartier, revélant ainsi de façon plus ou moins diffuse, l'aspect négateur des rapports marchands inhérent à un tel mouvement même si cet aspect est au demeurant resté

très largement inconscient... Depuis I976 c'est la quatrième fois que le capital(enlisé dans un marasme accéléré!)amène le prolétariat des banlieues(les plus touchées par cette accélération!) à s'opposer d'une telle façon aux forces de l'ordre sens compter les heurts quotidiens et répétés qui ici et là mettent aux prises en quasi permanence la police aux jeunes ouvriers et chômeurs (en premier lieu les "coloured men" selon la logique de la dynamique capitaliste du <u>racisme</u> tout normalement <u>multipliée</u> par l'approfondissement de la crise!)... Au coeur de cette problématique sociale, l'immigration prend bien entendu une place largement déterminante (parce que fondamentalement détonatrice!)dans la mesure où la mise en ghettos systématique du prolétariat immigré qui a été à partir des années 1950 la règle économico-administrative a fait naître des espaces (de classe!) où les tensions deviennent de plus en plus explosives.



Aujourd'hui deux millions de ces "coloured men"sur un total de près de 60 millions d'habitants survivent plus ou moins malau Royaume-Uni, ce qui représente donc près de 3,5% de la population totale du pays. Cette colonie vient essentiellement(en bonne logique économico-impérialiste!)du Commonmealth et elle a commencé à s'intégrer à la machine économique britannique surtout après 1948 lorsque le gouvernement (alors travailliste!)décida(selon les nécessités capitalistes de l'heure!)d'accorder automatiquement la citoyenneté britannique à tous les ressortissants du Commonwealth. Alors en période de reconstruction ou plus exactement de restructuration/re-démarrage, le capital britannique avait un urgent besoin de chair à travail rentable (c'est à

dire compétitive!); il attira donc dans les secteurs où cela lui était nécessaire la main-d'œuvre "bon marché" qui y était alors indispensable. Dans les transports (à Londres!) pour le"National Health service" c'est à dire les services de santé(dans tout le pays!), les guyanais (en petit nombre!), les jama !quains (en plus grand nombre!) accoururent à la recherche d'un salaire que leur terre d'origine, encore soumise à un mode de pro-duction très largement archaÎque, ne pouvait concrètement leur donner. Durant la même époque et en fonction des mêmes raisons, pakis-tanais et indiens se ruèrent eux vers le nord pour faire fonctionner les usines textiles de Leeds, Bradford ou Birmingham ... Ainsi dans ce contexte c'est plus de 300000 travailleurs jamaiquains qui quittèrent leur 11e entre 1950 et 1974 et présentement c'est plus de 600000 travailleurs antillais qui habitent la métropole britannique. Avec l'entrée de plus en plus insistante dans la <u>recession</u> et le <u>chômage</u>, l'arrêt de l'immigration est(ici comme ailleurs!) devenu un impératif économico-politique essentiel; trois lois, en 1962, 1968 et 1972 ont été promulguées afin d'interrompre ce flux de main-d'oeuvre (dès lors indésirable!)....
Seuls désormais peuvent (théoriquement!) entrer au Royaume-Uni ceux qui viennent y re-joindre leur famille, en pratique (comme l'on peut facilement s'en douter!) les choses sont bien entendu plus difficiles et plus subti-

La crise a donc totalement renversé les données du problème; entre un capitalisme qui "repart"en voulant conquérir de nouveaux marchés solvables (encore largement disponibles!)et un capitalisme "essoufflé" qui a considérablement "raté" sa modernisation et qui a en conséquence les plus grandes diffi-cultés à conserver ses "maigres" positions sur un marché mondial (en vois de saturation!) différence est de taille...

Comme nous le démontre le tableau suivant qui pour être historiquement passé n'en est pas pour autant dépassé, bien au contraire, puisqu'il met en scène synthètique-ment les grandes tendances de fond en fonc-tion desquelles le capital britannique n'a cessé de s'embourber dans la crise; l'époque contemporaine sonne ouvertement le déclin de l'économie du Royaume-Uni. TAUX de CROISSANCE du VOLUME du PRODUIT

NATIONAL BRUT (pourcentages de variation)

(source OCL)E)	
capitalisme concerné	I978 ·	1979
Japonais	5,6%	5,5%
Allemand	3,4%	3,8%
Français	3,3%	3,0%
, Américain	4,0%	2,8%
Britannique	3,2%	I.3%

Hier le capitalisme britannique n'avait pas assez de "bras"pour relancer sa machine économique en période de concurrence mondiale <u>ouverte</u>, aujourd'hui il en a trop car cette machine se grippe face à une concurrence de plus en plus fermée. Par ordre de puissance, l'économie britannique n'est plus maintenant que la septième du globe alors qu'au lendemain de la seconde boucherie impérialiste elle en était la troisième. La croissance du PNB par habitant a été quasi-nulle en 1979(à peine 0,5%!)et son évolution aurait été franchement négative si le pétrole de la mer du nord n'était venu faire l'opportune "différence". Symptômes 8

d'une <u>fragilité capitalistique endémique</u>: la balance des paiements a été déficitaire de plus de 20 milliards de francs en 1979, quant balance commerciale elle l'était pour la même durée de carrément 27 milliards bien que l'auto-suffisance énergétique du pays ait été simultanément pratiquement réalisée.

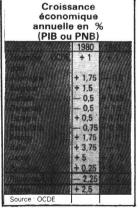
Devant l'éxacerbation de la concurrence internationale et le rétrecissement du marché à l'échelle planétaire, la vétusté de l'appareil de production est spectaculairement criante. Incapable d'avoir su s'attribuer une réelle place dans la nouvelle division mondiale du travail, appesanti par un retard technologique touchant presque toutes les branches industrielles, le capitalisme britannique est notoirement en perpétuelle perte de vitesse. Fermetures d'usines, "dégraissage"de personnel, réductions d'horaires allant dans certains secteurs (automobile, textile...) jusqu'à faire de la durée hebdomadaire de travail; trois jours ou mê-me moins, tout cela est de plus en plus monnaie courante ...



Fin février, le chômage a dépassé la <u>barre</u> des <u>2400000</u>, soit I0% de la "population active"- un niveau jamais atteint depuisqua-rante cinq ans - et blen entendu la classe ouvrière immigrée est la première concernée, àBrixton si la population de "couleur"ne représente que le I/3 de la population du quartier, elle représente à elle seule plus de la moitié des chômeurs. Selon les statistiques de la CBI(la confédération patronale) sept mille entreprises ont "disparu"en 1980. Pour l'année passée le produit intérieur brut a reculé de plus de 3% et ce malgre l'apport grandissant du pétrole découvert en mer du nord. La perte de compétitivité de la Grande-Breété officiellement estimée par la tagne a "Banque d'Angleterre" à 40% depuis 1975. Lorsque Krupp et Renault ont besoin d'un ouvrier, dans le même temps et pour une production similaire British Leyland et British Steel en emploient deux.Les performances(dans un tel cadre!)sont incontestablement médiocres; ainsi le monopole national British Steel a-t'il produit en 1980 trois fois moins d'acier qu'en 1970et en-core a-t'il fallu durant ce laps de temps que l'état pour combler son déficit lui injecte plus de 30 milliards de francs. Au total, le capitalisme britannique apparait comme fortement affaibli, à un tel point d'ailleurs qu'il n'a même pas été en mesure d'envisager des "mesures concrètes" pour remédier au taux de capital tragiquement peu élevé qui le caractérise globalement. Ainsi dans la dernière decennie, les dépenses de recherche diminuaient au Royaume-Uni de IO% tandis qu'au même moment elles <u>augmentaient</u> de 40% en RFA et en France et de 90% au Japon.
Par ailleurs la guerre économique a encore plus nettement favorisé la pénétration des importations (étrangères) sur le marché national, celles-ci n'ont fait depuis des années que croître; elles sont passées à titre d'exemple de 6,7% en 1963 à 18% en 1978.

Bref l'économie britannique magistralement surclassé par celles qui, elles, ont réussi leur "nouveau" départ après 1945 (Japon, All-magne...)et dorénavant privée de ses chasses gardées (son empire colonial s'étant dis-

loqué!)ne va pas cesser de perdre du terrain comme le met en évidence le présent tableau qui complète logiquement celui vu antérieurement.Le temps en la matière n'est pas là autre chose qu'un facteur d'érosion fondamentale ,il n'inversera plus les grandes tendances qui émergent, bien au contraire il les accentuera inéluctablement et en la circonstance le Royaume -Uni est bel et bien "larguée" par le peloton de tête.



Il est bien évident qu'une telle réalité est lourdement porteuse de menaces d'explosion sociale, tant dans le prolétariat encore réduit au travail que dans celui frappé par le chômage. L'émeute de Brixton n'est pas due au hasard, elle est l'expression concrète et immédiate d'un gi-gantesque ras-le-bol devant l'irrespirable misère(tant matérielle qu'intellectuelle!)que nous impose la société marchande et que ne cesse de multiplier la <u>déca-</u> dence de son économie(et par suite de la

totalité de son système!).

De la même façon, le fait que Brixton soit détenteur du plus fort taux de criminalité d'Angleterre correspond bien à l'état de désagrégation sociale qui agite les aires prolétariennes les plus en "contact"avec les retombées quotidiennes de la crise. Au-delà des prétextes(les nombreuses provocations policières!), l'explosion de Brixton trouve ses origines dans la dégradation continue des conditions de survie qui sont infligées aux habitants des quartiers ouvriers, en celà i' convient de saisir en profondeur la dynamique de classe qui active un tel "sursaut spontané".

Il doit être clair aussi(et surtout!)qu'avec le poids de <u>plus en plus lourd</u> de la crise, le capital britannique pour tenter de limiter" la "casse"devra de nouveau accroître (dans tous les domaines!) la surexploitation du prolétariat en même temps que se dévelorpera davantage le chômage. Dans ce cas plus que certain, le piteux tableau économique que nous venons succintement de brosser va poursuivre son chemin dans la même direction et là le <u>réveil violent</u> de la massedu prolétariat deviendra de plus en plus possible. Certes les grèves générales "sauvages" de 1972, la grève des mineurs de 1974, les grèves multipliées chez Leyland (etc...) "semblent"loin, cependant par delà les apparences (dans lequel l'empirisme s'empêtre avec délectation!)il nous faut pour comprendre le mouvement réel nous attacher à saisir la dynamique mondiale du capital qui en profondeur en détermine le cours en ses multiples aspects. Il ne s'agit pas de croire(comme les mystiques!)à la révolution quand elle apparaît dans toute sa "pureté" (ce qui n'est d'ailleurs jamais le cas!), ce qui importe c'est d'envisager(dialectiquement les conditions necessaires et préalables à l'irruption de cette dernière. A cet égard ce qui a eu lieu à Brixton n'a cquiert toute sa signification qu'à l'expresse condition qu'on replace cette flambée de violence(de classe!)dans le processus général de la totalité historique en son devenir actuel.

Dans cette perspective, l'explosion de Brixton est fondamentalement un signe "avant coureur", c'est un révélateur de ce qui souterrainement est en train de "murir" (malgré d'énormes difficultés et de nombreuses illusions!), de ce qui à terme peut enclancher un mouvement offensif du prolétariat contre le capital et l'Etat.

La Grande-Bretagne est entrée dans l'ère de la crise dépourvue d'une industrie moderne, elle est en passe de n'être plus qu'une pui-ssance "moyenne" et ce n'est pas le pétrole de la mer du nord ni la "fureur monétariste" de Thatcher qui pourront y changer grand chose"...Les dés essentiels sont aujourd'hui jetés, les problèmes de valorisation qui se posent à elle (comme à tous les capitalismes!)sont et demeureront insolubles dans le cadre du système de toute façon.

La décennie qui commence est en ce domaine tout à fait cruciale, c'est elle qui nous dira quelle est l'issue concrète de la saturation en cours du marché mondial:course à émergence révolutionnaire de la guerre ou

la classe.

Les évennements du type Brixton, malgré toutes leurs <u>limites</u>(tant qualitatives que quentitatives!)renvoient en dernier ressort au malaise de plus en plus généra-lisé qui prend "à la gorge" chaque travailleur et qui le pousse progressivement(avec l'extension de la crise!) à récuser les causes effectives de sa servitude. Sur ce point Brixton est bien le "poteauindicateur d'une contestation prolétarienne rampante qui ne cessera de s'accentuer en fonction des besoins matériels les plus immédiate des travailleurs, qui plus est, à l'heure, où ceux-ci seront de moins

en moins satisfaits.
Dés lors, dans la rue comme à l'usine c'est contre toutes les fractions capitalistes, de droite comme de gauche, politiques comme syndicales que le prolétariat devra au Royaume-Uni(comme ailleurs!)imposer son autonomie révolutionnaire de classe...

Classiques de la contre révolution

Les ouvriers occupaient les usines, «mais l'usine occu-pait les ouvriers qui, de ce fait, n'étaient pas jetés à la rue, groupés en ces cortèges qui s'achèvent parfois par des incidents violents, voire sanglants ». (1936)





Et après tout, la démocratie bourgeoise, celle de 1688 en Grande Bretagne, de 1789 en France, qui se construit d'ailleurs encore, c'était déjà une démarche autogestionnaire ».

LA GAUCHE DU CAPITAL AU POUVOIR

Perspectives et réalités.

LES RAISONS D'UNE DEFAITE (...)

Battu de peu le 19 mai 1974(49,19% des suffrages contre 50,81% à Giscard!) Mitterand a cette fois très nettement arraché la victoire le 10 mai sur le président sortant par 51,82% contre 48,17%. Ce qui s'explique tout à fait logiquement dans la mesure où l'électorat du P"C"dans sa quasi totalité a voté au second tour pour Mitterand dans le même temps où ce dernier rassemblait sur son nom une partie notable des voix écologistes mais qui plus est (et surtout!) un nombre non négligeable des voix chiraquiennes lesquelles n'ont suivi le président sortant qu'à 70%.

C'est dès le mois de décembre 1980 que les sondages ont commencé à plus ou moins bien indiquer la perte de confiance d'un nombre croissant d'électeurs envers Giscard et simultanément la "remontée" lente mais certaine de l'ex-premier secrétaire du P"S". A cetté époque d'ailleurs le gouvernement (plus ou moins bien conscient du phénomène d'érosion politique qui était "souterrainement" à l'oeuvre...) décida de "débloquer" quatre milliards six cent millions de francs afin de maintenir les revenus des agriculteurs (sic!) c'est à dire en clair pour empêcher l'électorat traditionnellement de droite de trop nettement "glisser" vers le camp Chi-rac...

L'affaire(toute spectaculaire!) des "diamants" et le méticuleux "travail de sape" entrepris patiemment par le maire de Paris auront finalement été les deux accélérateurs considérables de ces dernières années dans la tendance irrémédiable à la défaite de Giscard (et de l'UDF...). La mise en scène idéologique et théâtrale des liens Bokassa-Giscard relayée par la plupart des média malgré les "pesanteurs" de la censure officielle a démythifié une fois pour toute la pseudo-incorruptibilité de la "fonction suprême" cru giscardien. Par ailleurs les attaques répétées du clan RPR ont progressivement accrédité l'idée que le président de la république sortant n'avait plus, à terme rapproché, de "vraie majorité" susceptible de donner une crédibilité de poids à la continuation de sa politique.

Evidemment(et cela doit être fortement souligné!)ce ne sont là bien entendu que deux aspects périphériques(si l'on peut dire!) d'une importante déconfiture tant politique que personnelle, ces derniers étant bien moins les "raisons profondes"de la défaite giscardienne que des contributions multiplicatrices de celle-ci.

catrices de celle-ci.

Le "jeu chiraquien"et les "relations africaines" (entre autres choses...) n'ont pu en effet avoir lieu et revêtir une importance effective (dans l'électorat!) que dans la mesure où ils faisaient ressortir de manière plus ou moins diffuse le contexte historique général (et ses soubresauts...) qui les déterminait. Le vote en faveur de Mitterand

ne fait ou'exprimer en dernier ressort la formidable envie de "changement" (canalisée par la mystification électorale!)qui agitait en profondeur(et de façon souvent muette...)la plus grande partie du "corps é-lectoral".Ce vote est essentiellement le produit du<u>"malaise socio-idéologique"</u>qui secoue désormais la presque totalité des classes sociales(et d'abord le prolétariat) graduellement frappées par la crise depuis le premier "choc pétrolier" organisé par l'impérialisme US.C'est en plus des électeurs traditionnellement "ancrés" à gauche le cas d'un nombre assez important d'électeurs qui inscriptors versions à desirent. teurs qui jusqu'alors votaient à droite(ouvriers, cadres, paysans, artisans, commerçants.
..) et dont la "grogne revendicative"s est significativement amplifiée au fil des ans au point qu'une part relativement forte d'entre eux ont abandonné les 3 et 10 mai derniers leur "habituelle fidélité" à l'ancienne majorité pour glisser dans l'urne un bulletin au nom du candidat du P"S". Plus qu'un"effet Mitterand" le résultat de ces élections présidentielles est donc un effet "anti-Giscard"c'est à dire une protestation généralisée contre la hausse des prix (+ 13,9% en 1980) et contre le chômage (+de I 657 000de "sans travail"en début d'année). Sur ce point le tableau ci-dessous fait bien ressortir le processus continu de hausse des prix qui traverse l'économie française de-puis que la dynamique de la guerre économi-que (fonctionnement ininterrompu de la plan-che à billets US, "chocs pétroliers ...) agite le marché mondial simultanément en passe d'être saturé...

Source : EDF	Prix en francs courants (1)		Hauss
	Janv. 71	Janv. 81	, %
Téléphone 1 communication urbaine		0,50	67
Beurre pasteurisé en plaque de 250 g		6,23	97
professionnels (2)	25,10	51,24	104
Bœuf : faux-filet — 1 kg	23,07	50.90	121
Oeufs frais emballés — 1 douzaine	3,96	8,85	123
ques Electricité 100 kWh BT (hors taxes) usages	5,62	12,80	128
domestiques (2)	18,84	43.79	132
Métro ticket 2° classe - en carnet	0,70	1,75	150
Sucre en morceaux - boîte de 1 kg	1,60	4,13	158
Indice mensuel des prix à la consommation — France entière (3)	102,5	267,1	161
Lait pasteurisė — 1 litre	0,99	2,61	164
Affranchissement lettre de 20 g	0,50	1,40	180
Camembert : 45 % de matières grasses		7,41	181
Pain : baguette de 250 g	0,60 1,07	1,76 3,43	193
Charbon : anthracite français : 1 tonne	388.81	1 405.67	261
Fuel domestique à domicile : 1 hectolitre	25,00	184,60	638

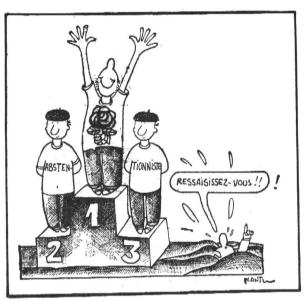
1 — Prix (Région parisienne) fournis par l'INSEE, à l'exception des prix de l'électricité, du gaz et du fuel.
 2 — Fournitures type :

usages professionnels: 12 kW puissance souscrite, 12 000 kWh par an. usages domestiques: 3 kW puissance souscrite, 1 500 kWh par an.

3 — Mise à jour février 1981 — indice de janvier 1981 — base 100 juillet 1970.

La droite du capital n'étant pas arrivée au cours de ces dernières années à gérer "psy-chologiquement" la crise, il était inévita-ble que le consensus "libéral avancé" qu'elle avait tenté de mettre en place ne cesse de s'effilocher au fur et à mesure que le septennat approchait de sa fin. N'ayant pas su "canaliser" le mécontentement montant que les multiples retombées de la crise faissient naître et ne comment de renforcer, il était normal que l'équipe au pouvoir , dans les dir-constances actuelles bénéficie donc d'un vote-sanction" selon l'expression désormais consacrée...Ce vote n'étant pas là autre cho-se qu'un effet logique du "marasme" économico-social qui ébranle depuis plus de dix bouleverse fortement les assises du capital français. Dans ce climat bien particulier, la droite déjà usée par plus de vingt ans de "pouvoir sans partage"a fini par logiquement "fati-guer" (en plus des électeurs depuis longtemps fixés à gauche!) une bonne partie de son propre électorat, l'approfondissement de la cri-se a bien été là le facteur fondamental de la victoire de Mitterand. Pour survivre désormais, le système doit pri-oritairement empêcher tout risque d'explosi-on sociale, ce que n'a cessé de dire et de redire le candidat Mitterand durant toute sa campagne!Sur ce sujet,les actuels évènements de Pologne ont largement alerté toutes les classes capitalistes du monde en leur démontrant que la crise est toujours porteuse d'une possible émergence révolutionnaire du prolétariat et que au delà des réelles limi-tes du mouvement (poids des illusions démocratiques et religieuses!) la classe ouvrière est bien loin d'être définitivement battue dans ce pays... Comme l'a déclaré Mitterand dès le IO mai au soir à Chateau-Chinon, les buts du P"S" sont désermais clairs; il s'agit de "tout faire" pour que la "communauté nationale"trouve "le chemin des réconciliations nécessaires, bref l'heure est à un super-consensus et à la mise en scène grandiloquente de ce dernier. Les résultats des législatives sont tout à fait symboliques à cet égard puisqu'ils montrent clairement que depuis l'arrivée de Mitterand à l'Elysée un "effet P"S" est né et croît (au delà des électeurs traditionnels de la mouvance "socialiste"!) fortifié par les premières mesures "poudre aux yeux" prises par le gouvernement. Dans le même temps (et la chose, est cruciale!) le taux des abstentions a été pour ces légis-latives record (plus de 30% pour le Ier tour, plus de 24% pour le second!) ce qui signifie que par delà la "fièvre présidentielle" (passée) un "ras-le-bol" confus mais réel est bien la donnée persistante (voire croissante de la vie politique quand la crise(et ses effets!) ne cesse de s'intensifier Si le scrutin présidentiel a pu rameuter (grâce à l'intense matraquage qu'il a dé-chaîné!) une forte partie de l'électorat "récalcitrant" en lui donnant finalement l'impression que le cirque électoral pour-rait (malgré tout!) "résoudre "une portion non négligeable de ses "problèmes", la moro-sité et/ou l'indifférence l'ont vite repris durant la mascarade des législatives... A la différence des années de la période de re-construction, une frange prononcée(bien qu'encore minoritaire!) de travailleurs est moins en moins encline à faire durablement "confiance" aux partis et à leurs slo-

gams, le second tour des législatives est en effet au niveau du taux de participation le plus faible depuis 1962. Même si un certain nombre de prolétaires quitte le terrain des illusions électorales pour retomber dans d'autres types d'illusion (attentisme passif plus ou moins délayé!) il n'en reste pas moins vrai que cela témoigne en définitive des "remous" qui excitent la classe ouvrière et qui ne feront que grandir au fur et à mesure que les sacrifices que le capital et l'état(quelqu'en soient les "pilotes"!) voudront lui imposer, dans le présent moment de guerre commerciale accrue, s'accentueront.



TOILE DE FOND; LA CRISE VA AMPLIFIER SON ACCELERATION

Quelle qu'ait été l'issue de l'élection présidentielle, le problème du franc se serait posé dans les mêmes termes qu'aujour-d'hui." (Claude Pierre Brossolette : PDG du Crédit Lyonnais et ex-secrétaire général de l'élysée sous le septennat précédent) "Si des progrès ne sont pas enregistrés rapidement sur la question des crédits, nos concurrents découvriront que nos ressources et notre détermination sont bien plus fortes que les les leurs." (McNamara, sous-secrétaire au Trésor US, déclaration faite à Cannes le I2-6-80)

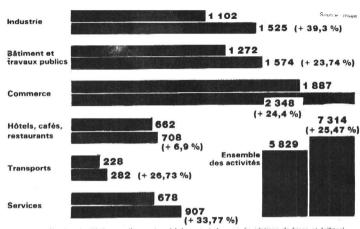
Les présidents (et leurs gouvernements!) changent mais les problèmes majeurs de la pério-de contemporaine subsistent et s'élargissent. Parmi les "grands dossiers" (europe agricoexportations japonaises, prix du baril.. .) il en est un d'essentiel ; celui des taux d'intérêt outre atlantique car c'est par ce biais que l'impérialisme US escompte recycler une part notable des éxédents pétroliers et ainsi empêcher ses concurrents européens et japonais d'équilibrer(à l'aide de ces derniers) leurs comptes extérieurs. Le dollar dépasse aujourd'hui ses records historiques (5F55 à 1'été 1969!) il frôle les 6 Francs sur toutes les places financières du monde. La Banque de Réserve Fédérale renforce sa politique "d'argent cher pour freiner une inflation entre-tenue par le développement de la masse monétaire américaine(+ 18% en rythme annuel alors que le gouvernement Reagan recherche les 6%). Ce présent mouvement des taux d'intérêt prend donc bel et bien sa place dans la guerre commerciale actuelle.

Chaque fois que le dollar augmente de dix centimes , la facture pétrolière de la France augmente dans le même temps de plus d'I/2mi-lliard de dollars.Cela bien entendu aggrave le déficit du pays, ses coûts de production et en dernière analyse son inflation. En faisant monter le dollar de la sorte, le copital US provoque en France actuellement l'é quivalent d'une dévaluation de 20% de la monnaie nationale. Près de 50% des importations françaises étant libellées en dollars, le déficit de la balance commerciale pourrait très bien alors passer de 60milliards de francs en 1980 à 100 milliards (voire plus!) en 1981. Le gouvernement francais (comme les autres gouvernements européens et japonais!) est ainsi obligé de pratiquer une politique systématique de taux d'intérêt élevés pour retenir les capitaux pétroliers et corrélativement soutenir sa monnaie. La défense d'un "franc fort" est donc toujours autant défendue par le gouvernement Mauroy qu'elle l'était par celui de Barre.

Depuis 1974, la classe dirigeante française a eu le temps d'apprendre que le prix du pétrole et, du coup, celui de toutes les marchandises montaient "moins vite" lorsque le franc était <u>fort</u>.Le nouveau gouver-nement qui vient de prendre la responsabi-té effective de l'économie dans cette péri-ode "difficile" connait fort bien le prix de la stabilité monétaire. Elle seule permet l'entrée et le séjour des capitaux étrangers (en premier lieu des pétro-dollars!)indispensables au "bon" fonctionnement du marché financier. Depuis sa prise de fonction, le gouvernement Mauroy tente donc (dans ce climat général!) de ré-concilier l'"inconcilia-ble": maintenir des taux d'intérêt élevés (afin de défendre le franc!) et simultanément re-lancer la machine économique. Depuis le II mai le taux de base des banques est passé ainsi de I2,75% à plus de 20%. De tels tarifs "gonflent" donc les frais financiers des entreprises(déjà considérablement lourds!)en risquant inévitablement de porter le "coup de grâce" à un nombre non négligeable d'entre elles.Quant aux "particuliers", dans le même temps, ils paient désormais 19 à 20% pour les crédits au logement et 28 à 29% pour leurs crédits à la consommation.Objectivement une telle politique (enserrée dans des contradictions de plus en plus dures!) aura pour conséquence logique de freiner massivement les possibilités de "re-démarrage" économique, bref de multiplier activement la tendance actuelle qui oriente le capitalisme français; celle de la fermeture croissante d'entreprises.

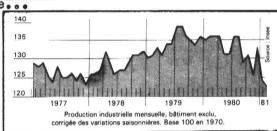
Jamais les "défaillances" d'entreprises n'ont été aussi nombreuses qu'en cette année 1981, 1700 par mois en moyenne durant le premier trimestre, 30% à 40% de plus qu'en 1975. A cet égard le tableau ci-dessous est fondamentalement révélateur du marasme industriel et commercial dans lequel va devoir se débattre

le présent gouvernement... L'actuelle récession que subit l'industrie française est d'une profondeur assez "gigantesque". En février dernier, l'activité industrielle a, à nouveau, reculé de 0,8% par rapport à janvier. Les mois suivants, quant à eux n'ont fait que confirmer ce mouvement de <u>dégradation</u> progressive et persévérante. En moyenne la production industrielle a "chuté" d'environ 8% en comparaison de ce qu'elle était au premier trimestre 1980.L'industrie lourde(élément moteur et puissamment parlant!)a"dégringolé",elle,de I4%.De son côté le textile perd I3% et l'automobile 23%.



Nombre de défaillances d'entreprises (règlements judiciaires, liquidations de biens et faillites) r les quatre premiers mois de l'année (1980 et 1981). Entre parenthèses, variation en pourcen

Précision d'importance, la quasi totalité des industriels recemment "interrogés" par l'IN-SEE envisagent face à une telle situation: "un repli de leur programme d'investissement de l'ordre de 6%" pour l'année à venir. Comme le démontre largement le graphique ciaprès, l'année 1981(-qui marque l'arrivée au pouvoir de la gauche du capital-)témoigne d'un recul généralisé de la production francaise ...



Partant de là, les "grands"instituts économiques internationaux pronostiquent une recession d'au minimum 0,5% pour les neufs mois à venir en ce qui concerne la France.L'indice de la production est dés maintenant à son stade le plus bas depuis I977. Quatre tendan-ces capitales vont (dans ce climat précis!) déterminer la physionomie du capitalisme français dans les mois(sinon les années!) à venir:

I)Le chômage va continuer de rapidement augmenter..

2)Les faillites vont continuer de rapidement s'accroître...

3)Les commandes vont continuer de rapidement diminuer...

4)Les investissements vont continuer de ra-

pidement baisser ... Ces quatre grands axes du pourrissement contemporain de l'économie marchande (en France

comme partout ailleurs!)n'étant, en dernière analyse, que les résultats de la saturation (en cours!) du marché mondial et de la guerre commerciale et monétaire qui en découle

en permanence. Selon l'AFEDE(l'association des économistes d'entreprises) le chômage devrait d'ici peu de temps atteindre les I 880 000 personnes, lorsque l'on sait que cette prévision est foncièrement optimiste, il est "facile" d'ima-giner ce que risque d'être en réalité la situation.

La nécessité d'exporter "au maximum" est dorénavant l'impératif essentiel pour chaque capital national(et donc la France!), elle seule permettant de tenter de "relancer" la croissance sans laquelle la réalisation de plus-value n'est que <u>fictive</u>.L'enjeu de l'actuelle guerre économique est donc dans cette perspective d'essayer de s'approprier le plus grand nombre de marché extérieurs encore sol-

vables. Cette dynamique exportatrice a conduit inévitablement à l'internationalisation de l'économie française, le commerce extérieur représente désormais près du quart de l'activité du capital français. A l'exception des pays de l'OPEP qui accroissent toujours (tout du moins pour un temps!)leurs commandes, les "chocs pétroliers" qu'ont planifiés les USA n'ont épargné personne. Mais la France est bien entendu loin de faire tout son commerce avec les capitalismes de l'OPEP. Effectivement,60% des ventes françaises sur le marché mondial vont vers six pays; la RFA, l'Italie, la Belgique, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et enfin les États-Unis. C'est dire l'importance éminente que leur activité a(et aura!) sur la conjoncture de la France. Que les économies de ces pays s'"enrhument", celle de la France "tousse". Or aujourd'hui ces économies sont toutes malades de la recession, leur production se heurtant de façon croissante aux entraves qu'engendrent les rapports de production capitalistes eux-mêmes. Ici l'économie mondiale montre clairement son déclin historique; un marché international de plus en plus restreint en comparaison de l'ampleur atteinte par les besoins d'expansion(et donc d'exportations) conjugués de tous les capitalismes nationaux. On voit donc aisément que le poids des autres économies va peser de façon de plus en plus lourde sur la destinée du capital français et ce d'autant plus que l'inter-dépendance de toutes les économies nationales (en crise) est présentement de plus en plus poussée. Un certain nombre de "choix stratégiques"attendent donc la nouvelle équipe présidentielle, autant d'urgences qui auront pour but d'augmenter la compétitivité nationale face à la concurrence des autres capitalismes. Parmi les dossiers "brûlants" qui marquerent le septennat Mitterrand, encore plus frappé par la crise que le précédent, l'inflation a une place déterminante. De 1970à l'in-1973 le rythme annuel de hausse des prix était comparable en France et en RFA. Mais de-puis 1974, l'inflation est deux fois plusforte en France. L'inflation n'y est jamais redes-cendue au-dessous des 9%. Si en 1980 l'infla-tion allemande a été de 5,5%, la française a, elle, largement dépassé les 13,6%. Le gouvernement "socialiste" refusant les conséquences sociales d'une recession trop "brutale", il ne fait aucun doute que sa politique anti-inflationniste soit fortement inefficace. Dans le champ actuel des contradictions internes au mouvement du capital; toute baisse "partielle" de l'inflation entraine parallèlement une hausse du chômage, en voulant donc "ralentir" la présente accélération du chômage(devant les risques d'explosion que ce dernier sous-tend!)le gouvernement Mauroy se condamne tout normalement à ne pas pouvoir réduire <u>réellement</u> la dynamique inflationniste. La place de l'économie française dans la décennie décisive à venir va se jouer sur quelques axes clés: l'automobile (plus de 46000 emplois perdus en deux ans et des pertes supérieures à deux milliards de francs en 1980), l'europe et les prix agricoles, la chimie (en 1980, Rhone-Poulenc et Pechiney-Ugine-Kulhmann ont ensemble perdu 2,5 milliards de francs)
la "qualité industrielle"...Quelles que soient les décisions prises, la décomposition du capitalisme à l'échelle mondiale rendra de toute façon les solutions engagées, superficielles et foncièrement illusoires.

Si les "beaux "discours sur le "changement" qui viennent d'avoir lieu feront encore un certain temps diversion, il est clair que le maintien insistant du chômage et la poursuite de la hausse des prix seront des données constantes des années qui arrivent.La crise du capital en France(comme ailleurs!)provient des contradictions inhérentes au système marchand lui-même, elle est donc logiquement insoluble dans le cadre de ce système...Et ce ne sont certainement pas les dé-lires idéologiques du gouvernement sur la "relance par la consommation nationale"ou par l'"amélioration de la productivité du capital" qui y changeront grand chose.



Confronté comme son prédécesseur aux "dures" réalités qu'impose la <u>décadence</u> du système capitaliste à l'échelle planétaire, l'actuel gouvernement aura (de par l'intensification de la crise!) une marge de "manoeuvre" encore plus réduite que ce dernier. La gauche du capital est donc dans ces conditions obligéede poursuivre la politique économique de la droi-





te, certes sous d'autres <u>formes</u>, mais avec encore plus de "rigueur". Les premières mesures sociales prises par le nouveau gouvernement(allocations familiales, SMIC...) sont si peu "bouleversantes" que le RPR et l'UDF y ont d'ailleurs acquiescé en notant que Giscard en faisait autant en chaque début d'été. Là où Mauroy fait mieux que Barre (compétitivité oblige!) c'est en décidant que l'Etat remboursera aux patrons 50% de la charge salariale ainsi occasionnée par la hausse du SMIC. Pour éviter que cette "injection de liquidités "dans le circuit économique ne débouche sur une accélération trop puissante de l'inflation, Delors sera contraint de financer le déficit budgétaire(qui va allègrement continuer!) par de nouveaux emprunts et de nouveaux impôts s'il veut réduire l'émission monétaire. Déficit qui entre paren-thèses dépasse déjà les 5Imilliards... Sur le plan économique, rien ne sera fondamentalement résolu et la dialectique du couple chômage/inflation perpétuera ses multiples effets. Ce que va devenir la France dépend d'abord du contexte mondial dans lequel elle évolue, et ce contexte c'est principalement celui de la guerre économico-monétaire qu'organise les USA.Ce devenir sera inéluctablement déterminé par un pas supplémentaire et

crucial dans l'affrontement Etats-Unis-Europe. le capital français y jouera son destin.L'évolution de la "scène monétaire"internationale sera une des données <u>fondamentales</u> de cette situation et le sommet d'ottawa(sur lequelnous reviendrons!)qui va se te-nir à la fin juillet sera sur ce point décisif.Lesort du capital français va se jouer durant ce septennat, il montrera suivant lestermes de Cheysson que les USA ne peuvent s'attendre à un "soutien politique" s'ils "ruinent les économies euro

AVoici 1 000 milliards de dollars baladeurs, c'est-à-dire des dollars qui ne sont pas reconnus, gagés par les Etats-Unis, qui se promè nent de par le monde et qui ont été émis par les Etats-Unis pour payer leurs dépenses extérieures : lis ne reviennent pas aux Etats-Unis. Cela s'appelle l'inflation mondiaie.

» Si l'on ne veut pas attaquer le fond de cette question, endiguer cette prolifération et ensuite résorber, au moins partiellement, cette masse monétaire ivre, nous aurons non seulement le déséquilibre économique, non seulement le marasme, mais aussi probablement des conflits. Je ne dis pas un conflit mondial — je n'en sais rien — mais en tout cas une multiplication d'affrontements.

Michel Jobert,

ministre du

commerce extérieur,

péennes".

Le maintien de taux d'intérêt élevés aux Etats-Unis aurait des conséquences terribles, économiques, sociales et politiques, susceptibles de provoquer des phénomènes de déstabilisation dans les pays européens."... déclarait fin mai Delors. Cette hausse va persister, elle sera le premier "grand conflit" entre "alliés"occidentaux qui peut à moyen terme faire réellement émerger un bloc impérialiste européen foncièrement antinomique au capitalisme américain...C'est dans ce chaos économico-monétaire accéléré que le gouvernement français va devoir défendre ses positions et celles-ci seront de plus en plus soumises au "feu" de l'adversaire...



LE PROJET «SOCIALISTE » OU COMMENT LE GOUVERNEMENT VEUT EMBRIGADER LE PROLETARIAT POUR LE FAIRE TRAVAILLER PLUS ET MIEUX.

L'urgence est présentement en France de proposer un "nouveau" personnel politique susceptible(par son apparente virginité!) de museler efficacement les travailleurs en les attelant au char de l'état.La victoire du P"S"soutenue par le P"C" (contraint ici à appuyer le premier pour éviter sa définiti-ve marginalisation!) et appuyée par leurs multiples rejetons gauchistes ne changera bien entendu rien de fondamental. Nous demeurons et demeurerons de toute façon ravalés au rang de marchandises exclusivement destinées à produire d'autres marchandises, en vertu de la sempiternelle loi du profit. Mais au delà de ce constat évident, la victoire de Mitterrand signifie que l'Etat va dorénavant demander à la classe ouvrière de "retrousser ses manches" en tentant une fois de plus(après 1936 et 1945!)de lui faire croire que c'est pour ses propres intérêts qu'elle doit s'auto-exploiter 35 heures par semaine(carotte oblige!) pour que le capital national puisse acquérir de meilleures positions dans la guerre économique actuelle. La gauche est là avec ses lèches-bottes(cri-tiques!)d'extrème gauche, le dernier rempart du capital. Elles constituent ensemble (par delà leurs divergences!) son ultime carte quand en période de pleine crise comme aujourd'hui, il s'agit avant tout d'empècher le débordement autonome et révolutionnaire du prolétariat contre le monde de la marchandise(leur monde!).

La gauche du capital avec son programme ("progressiste" bien sar!) visant à améliorer no-tre servitude, a pour fonction essentielle d'assurer la"paix sociale" en désamorçant

tout ce qui pourrait à breve échéance(une fois l'"état de grâce"passé!)rallumer ouvertement la lutte de classe. Pour ce faire, le gouvernement Mauroy n'a pas pour l'instant besoin de recourir aux matraques policières (elles interviendront plus tard éventuellement!).A l'heure actuelle le chloroforme idéologique que répandent les syndicats et les partis suffit amplement... Il suffit d'avoir entendu les déclarations des ténors syndicaux sur le perron de l'Elysée pour savoir que comme à l'accoutumée les syndicats rempliront leur mission.Les vendeurs patentés de nos forces de travail, torpilleurs de nos grêves passées, présentes et futures, s'empressent et s'empresseront de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que patrons et salariés parviennent à de bons accords" (sic!)...

Bref, la gauche est en train d'instaurer un nouveau type de gestion capitaliste de la société qui donne l'impression (et le mot signifie bien qu'il s'agit avant tout d'un spectacle idéologique!)à la classe ouvrière qu'elle a prise sur son destin. Ce qui doit changer, ce n'est pas la société mais bien plutôt la façon dont les travailleurs la perçoivent. Si le mode de production restera globalement inchangé, en revanche le mode de <u>représentation</u>(qui doit en dissimuler les racines de classe!) lui va être considérablement "transmuté".



A la différence des projets capitalistes d'Etat traditionnels, le projet actuel du gouvernement n'entend pas créer une instance étatique qui à elle seule déterminemait tous les leviers du champ économico-politique (au sommet!) et simultanément ses multiples parties(à la base!). Comme les multiples déclarations de Defferre(ministre de l'intérieur et de la <u>décentralisation</u>) sans cesse répé-tées nous le démonfrent amplement, le P'S'veut avoir la mainmise sur la totalité nationale, sans pour cela régenter toutes les parties (locales). Pour qu'un consensus (à la sauce participative!) ait quelque chance de réus-sir, il faut donner une certaine autonomie à ces parties (pouvoirs régionaux, locaux, associations culturelles...). Pour que chacun participe à la production idéologique du discours qui légitime son exploitation, il faut préalablement que l'état développe des "médiations sociales" au sein desquelles ce discours pourra être élaboré et vécu. Toute la "faune moderniste" (féministe, écologiste, régionaliste, gauchiste moribond...) va ainsi se retrouver dans la "mouvance gouvernementale" et activement s'intégrer au "jeu" de construction d'espaces "conviviaux"où la règle du jeu capitaliste aurait soi-disant disparue.

de base; voilà à quoi nous sommes conviés afin de développer une auto-administration(basiste!) dans le cadre du capital pour renforcer idéologiquement et socialement le système. Tout ceci ayant pour but de "neutraliser" la contestation possible et d'éviter l'usure du pouvoir en persuadant les travailleurs que "ce" pouvoir c'est "leur"pouvoir.Laisser la population "jouer" avec le périphérique pour mieux renforcer le centre, telle pourrait être la devise du gouvernement, telle est en tout cas sa pratique concrète(entre autres sur l'information, cf; les "maneuvres" Fillioud). Ce que le gouvernement est en train de faire c'est tout bonnement renforcer l'état différemment(les impératifs sociaux recoupant là les nécessités de la concentration économique!). Ce que nous préparent ensemble les experts du P"S" et l'aile avancée du CNPF, ce n'est rien d'autre qu'un ravalement illusoire de notre assujétissement à l'ordre de l'argent. Quoi qu'il arrive , la présente accélération de la crise fera craquer à moyen terme tous les fumeux projets de société"différente (où l'on voudrait diluer le prolétariat!) qui bu-teront irrémédiablement devant une gigantes-que augmentation du chômage et de l'inflation qu'ils auront eux-mêmes d'ailleurs alimentée. Au delà des pétitions de principes, l'heure est bien à la défense du capital national(si théoriquement le candidat était contre les ventes d'armes, le président est pratiquement pour...). Décran que le P"S" veut façonner entre la réalité et les consciences aura bien du mal dans le marasme à venir à <u>durablement</u> tenir.Notre tâche est donc d'intervenir des à présent, dans les luttes comme hors des luttes , pour contribuer à l'autonomie ouvrière, contre toutes les fractions capitalistes de droite comme de gauche, contre tous les rabatteurs du capital. Et là nous savons que le prolétariat se heurtera en premier lieu à la gauche et à l'extrême gauche qui magouillent en son sein et qui ne sont pas autre chose (au pouvoir comme dans l'opposition!) que les représentants officiels de la contre révolu-

Autogérer la politique, dans ses attributions

Suite page 3
2ème
colonne

tion en milieu ouvrier ... F.

REUNION NATIONALE PIC

Les 16 et 17 mai 1981, notre groupe et des camarades proches de celui-ci se sont réunis à Paris. Les discussions portant d'une part sur l'analyse de la situation et d'autre part sur la conception de l'intervention ont mis en évidence des divergences entre ceux qui pensent:

1) que la période confirme l'approfondissement et l'accélération généralisée de la crise du capital et le développement des luttes de classes comme le montre le mouvement ouvrier de Pologne, les émeutes de Brixton mais aussi les affrontements sociaux dévoyés tels qu'ils ont pu se manifester en Irlande au Salvador. Certains évoquaient aussi les luttes des squatters (Amsterdam) et des expressions périphériques dans le Tiers-Monde, ces camarades considéraient aussi que les résultats électoraux montraient, dans plusieurs pays, une poussée de l'abstentionnisme.

2) qui s'ils constatent bien évidemment l'accentua# tion de la crise, constatent de même d'abord que le capital malgrè ses difficultés à pu jusqu'à présent retarder les échéances, qu'ensuite malgrè l'ampleur de la crise les surgissements prolétariens sont pour le moment circonscrits à des zones bien précises. Ainsi bien que ces camarades appréhende à sa juste valeur l'importance d'un mouvement comme celui de la Pologne, celui-ci leur semble étrangement isolé par rapport à des conditions matérielles de plus en plus dégradées auxquelles font face, à des degrès divers, les prolétaires du monde entier. D'où devant ces problèmes l'impossibilité pour ces camarades de se prononcer par rapport aux hypothèses soit cours à la guerre, soit cours vers la révolution à court-terme (5ans) qui étaient avancées par certains des camarades qui se trouvaient sur la première position.

Une partie des militants se trouvant sur les positions présentées dans le point 1 considéraient que vu la gravité des circonstances, le P.I.C. avait été en deçà de ce qu'il aurait du accomplir aussi bien au niveau de l'analyse de la période que de son intervention. Pour remédier à ce qu'ils considéraient comme des carences ces camarades proposait un certain nombre de tâches pratiques en vue d'accentuer l'intervention du P.I.C.

Face à ces perspectives, à ces proposition, d'autres militants pensaient qu'il s'agissait d'une fuite en avant qui n'aiderait en rien à résoudre une situation difficile et qui présentaient le danger de diluer les faibles forces du groupe dans un activisme forcené. Le moment était venu, pour eux, de reconsidérer l'activité du P.I.C. en fonction de ses possibilités réelles et non de se lancer à corps perdu dans les éternels "coups de bluffs" que le groupe leur semblait avoir mis en place de façon périodique depuis sa création.



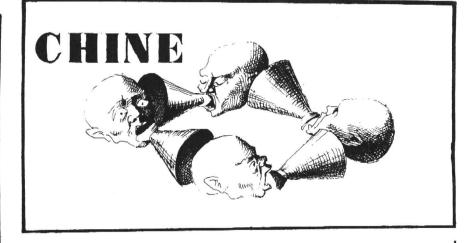
D'importantes divergences apparurent aussi, quant à la mise en oeuvre du droit de tendance les uns estimant que ce droit ne souffrait aucun préalable, les autres à l'inverse estimaient que l'apparition des tendances devait plus se mettre en place dans un processus et à l'issue de discussions collectives plutôt qu'avant même que celles-ci aient pu se dérouler.

Les discussions sur le fonctionnement du groupe elles aussi révèlerent des divergences entre ceux pour qui, le P.I.C., doit être organisé sur la base de groupes locaux non-localistes et ceux pour qui, le P.I.C. ne peut être basé sur des groupes locaux mais sur le regroupement de militants en accord avec la Plate-forme, quelque soit le lieu géographique où ils se trouvent.

En ce qui concerne les rapports du P.I.C. avec d'autres groupes, deux positions se sont affrontées, l'une défendant la poursuite du processus engagé dans la discussion inter-groupes à travers le Bulletin de discussions internationales; l'autre argumentant sans nier la nécessité de la discussion avec d'autres groupes qui se situent sur le terrain de l'autonomie ouvrière et non à des groupes comme la Guerre Sociale qui tactiquement peut, dans des décla_rations de principes, rejeter le partitisme en conservant par ailleurs toutes leurs positions élitistes et directivistes

suite page 19





DISSIDENCE OU LUTTE

DE CLASSE ...!

ans une série d'articles publiés précédemment nous avens mis l'accent sur les contradictions minant la société chinoise :

- la crise économique ;

- les faiblesses structurelles de la classe capitaliste;

- le mouvement social.

Alors que le comité central du PCC doit redéfinir
ses grandes orientations, ces tendances se sont
confirmées.

LA FIN DU REVE CHINOIS
Si dans les anmées 70, les capitalistes en mal de
débouchés voyaient ou semblaient voir dans le marché chinois un nouvel Eldorado qui permettrait de
résoudre partiellement leurs problèmes, ce nouveau
miracle économique s'est -après beaucoup d'autresévanoui. La crise mondiale et ses expressions particulières en Chine ont été plus fortes que les
beaux discours. Nous avons antérieurement développé
amplement les caractéristiques de cette crise et
souligné sa conséquence : la "real-politique" chineise succédant aux grandes proclamations idéologiques du passé. Les gestes d'ouverture vis à vis de
l'ex-ennemi héréditaire, Formose-Taiwan, sont là
pour en témoigner.

Comme précédemment, à cette politique s'ajoutent des affrontements incessants au sein de la classe capitaliste chinoise. Après la succéssion de phases ascendantes et descendantes, la personnalité de Deng Xiaoping parait, à nouveau, dominer. Les rapports de force internes à l'appareil d'Etat (et particulièrement à l'armée) restent pourtant tels que l'élimination de Hua Guofeng ne se déroule pas avec autant de facilités que son camarade Deng 1' aurait souhaité. Les attaques n'en redoublent pas moins. Ainsi, selon le mensuel chinois "Savoir Encyclopédique", le programme de modernisation lancé par Hua en 1977-78 constitue "un des trois grands échecs" de l'économie chinoise, avec le Grand Bond en Avant (1958) et la Révolution Culturelle (1966-76). Mais c'est la faiblesse même du Capital chinois qui rend difficile la mise à l'écart d'une fraction notable de la classe dominante. Comme 1º écrit le Quotidien du Peuple du 11 mai, dans le langage codé qui le caractérise "Bien que certains aient commis des erreurs... on ne peut pas parler de lutte entre deux lignes...". En d'autres termes, ce n'est pas le moment de faire des vagues ou de se mouiller, d'autant plus que la situation intérieure est loin d'être stabilisée. Les oppositions au régime persistent, sous des formes diverses.

LUTTE DEMOCRATIQUE OU LUTTE ANTI-CAPITALISTE?

Nous avons déja signalé, il y a plus de deux ans, comment "l'idéologie démocratique et/ou gestionnaire" pouvant constituer un frein au mouvement qui se développait alors en Chine, particulièrement après les évènements de la place Tien An-men. Ce rôle tenu par le mouvement démocratique, surtout depuis le "Printemps de Pékin", n'a été qu'en se confirmant. Cette déviation du terrain de classe se trouve renforcé par deux éléments: le ralliement d'éléments qui s'étaient fait précédemment remarquer par leur radicalisme à ce mouvement, et la répression étatique contre certains de ses membres.

C'est ainsi que Xu Wenli et Yang Jing, animateurs d de "La Tribune du 5 Avril" qui avaient envoyé au printemps dernier un message de félicitation aux syndicalistes polonais ont été arrètés. D'autres arrestations ont suivi : Fu Shenqi, animateur de la Voix de la Démocratie ; He Qiu, animateur de la Rue du Peuple ; Wang Xizhe? co-auteur de "Chinois si vous saviez" et défenseur d'un "marxisme authentique" contre le maoisme.

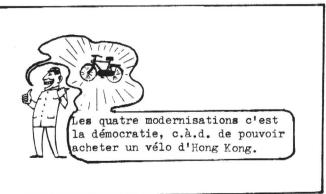
Récemment, la dissidence démocrate a trouvé une neuvelle référence dans le syndicat polonais Solidarité. Celle-ci a été favorisée par les informations sur celui-ci données par la presse chinoise. Pour analyser ce mouvement démocratique, la contaissance la plus directe de celui-ci est nécessaire. C'est pourquoi, nous reproduisens partiellement les éditoriaux de deux revues éditées à Hong Kong par des camarades chinois, et consacrées à ce problème.

Le numére du 15 mai 1980 de MINUS 4 s'attache à donner une vision globale des courants issus du printemps de Pékin et de leur évolution :

« Nous jugeons qu'il est urgent d'examiner les changements sociaux et politiques qui ont pris place en Chine dans les quinze dernières années, et

Le déficit budgétaire, gonflé par la progression des salaires et les coûts toujours élevés des équipements, a dû atteindre pour 1980 l'équivalent de 12 milliards de dollars, en dépit de tous les efforts de Pékin pour mettre un frein à l'exécution des grands projets requérant des investissements massifs. La chimie, l'extraction minière et d'autres industries lourdes se trouvent en pleine stagnation, handicapées par l'insuffisance des moyens de transport et freinées par les défaillances de l'approvisionnement en pétrole, en courant électrique et en matières premières. Les réserves de change s'épuisent, absorbées par le déficit chronique de la balance commerciale et par le poids accru du service de la dette extérieure. Le plus inquiétant, c'est l'apparition de l'inflation, jusqu'à ces dernières années virtuellement inconnue en Chine, qui atteindrait environ 7 % par an, voire 10 % ou même 12 % pour les prix au détail dans les agglomérations urbaines surpeuplées.

(Business Week, 19 janvier 1981.)



de rechercher les diverses et variées restrictions imposées à la vie et à la pensée de la population. C'est uniquement ainsi que nous serons dans une meilleure position pour analyser scientifiquement et historiquement ce Mouvement du Printemps de Pékin, et arriver à comprendre pourquoi il est si tristement teinté de libéralisme bourgeois et pourquoi le mouvement de masse en Chine est retombé de la défense d'une société modelée sur la Commune de Paris à la démocratie bourgeoise. Le 80's Front espère que nous mêmes ou d'autres groupes révolutionnaires se chargeront de ce projet dans le futur proche. Après tout, la Chine représente un quart de l' humanité; des analyses correctes de ses mouvements de masse seront bénéfiques à l'éducation des révolutionnaires du monde entier, et apporteront un soutien, ou même feront avancer les luttes ultérieures en Chine même.

La revendication la moins réglée du Mouvement du Printemps de Pékin est celle de la "démocratie". Qu' est-ce que signifie la "démocratie" pour ses jeunes défenseurs? De ces articles, nous voyons que "démocratie" est employé, interprété et compris en termes

de démocratie formelle capitaliste.

Qu'est-ce que la démocratie réelle ? Les gens, en accord avec leur propre volonté, trouvent certains hommes d'affaire pour travailler en accord avec leur volonté et leur intérêt. C'est cela la démocratie. De plus, les gens doivent avoir le pouvoir de remercier ces hommes d'affaire, tout comme de les empécher de les réprimer. Est-ce que cela est possible ? Les gens de divers pays d'Europe et d'Amérique bénéficient de ce type de démocratie : ils peuvent chasser à coups de pied des gens comme Nixon, Degaulle et Tanaka ; et s'ils le désirent, ils peuvent les réinstaller aux affaires.

La Cinquième Modernisation - Démocratie et Autres

Tandis que dans les "pays socialistes", la démocratie n'existe pas.

Tous les systèmes sociaux de tous les pays socialistes contemporains fondés sur les principes marxistes refusent et rejettent l'égalité des droites des membres de leurs sociétés.

Droits de l'Homme, Egalité et Démocratie. Et comment les idées de Marx refusent la "démocratie"?

Les théories de Marx sur "la dictature du prolétariat" sortaient sans doute de l'analyse et de l'amplification de l'idée d'un contrôle total par la démocratie. Quand ses théories en arrivèrent à l'étape de "la dictature du prolétariat", elles niaient les droits que chaque individu membre de la société devrait avoir d' accomplir ses désirs propres. En d'autres termes, elles refusaient des droits égaux vitaux aux êtres humains. Quand le marxisme s'est développé en la théorie Léniniste de "suppression impitoyable des contre-révolutionnaires", il poussait plus loin le refus de la liberté individuelle à participer aux activités politiques et aux luttes quotidiennes en fonction de sa propre attente de la vie. En faisant cela, le

principe rudimentaire de la démocratie est rejeté au loin, ne restant plus qu'un masque dissimulant la face hideuse de la dictature. ibid.

Ces citations nous suggèrent quelques réflexions à propos de ces lutteurs de la "démocratie" : 1) mauvaises interprétations sérieuses des idées marxistes, qui sont un résultat de 2) la défaillance à saisir le fait que la RPC est une société capitaliste d'Etat et non socialiste. Et ainsi, pour eux le problème de la Chine est que 3)elle a été sur le mauvais chemin du socialisme, une erreur qui peut être redressée en introduisant la "démocratie". Et 4) ce vice de mauvaise interprétation est le produit d'une répression politique de longue date, d'une disponibilité incomplète en matériaux et de l'isolement complet du reste du monde. Quand l'atmosphère politique devient plus "ouverte" avec la chûte de la "Bande des Quatre", ces jeunes gens font des comparaisons entre "l'abondance matérielle" des pays capitalistes de l'ouest et la pauvreté de la Chine, et produisent une image positivement disproportionnée de la démocratie formelle capitaliste.

Cette revendication de la "démocratie" s'accompagne de celle de la légalité (signifiant la règle légale bourgeoise) pour sauvegarder la "démocratie" et la liberté de parole, et pour agir comme un chien de garde contre les "bureaucrates féodaux corrompus". >>

Pour eux

la Chine est arriérée car il y a de mauvaises gens dans des positions justes. La "Démocratie" portera de braves gens dans ces positions justes, et la prospérité sociale suivra. L'arriération de la Chine est attribuées au manqueéde"démocratie", qui a son tour est de la responsabilité de la "Bande des Quatre" et compagnie, de Mao et de sa dictature personnelle. La relation que fait Wei Jin-sheng des pratiques de la RPC comme expression véritable des idées marxistes, le conduit à rejeter le PCC et le communisme. Son évaluation du PCC est donc fondée sur des prémisses a-historiques, alors que le problème peut seulement et doit être traité historiquement. D'autres, comme ceux de la Ligue Des Droits de l'Homme Chinèise, continuent à considérer le PCC comme une institution sacrée.

Dans notre pays, le PCC lutte dans ce but (le communisme) et conduit le peuple à lutter pour lui. Le principe du parti est... de libérer le peuple, et de travailler pour le bénéfice du peuple. Le but ultime est le communisme. Si le gouvernement travaille en accord avec ce prindipe, toute politique et loi seront adaptées au développement de la productivité sociale, et représentatives des souhaits et désirs du peuple.

(Les Accusations Odieuses Contre le Mouvement Démocratique Rejettent en Essence la Démocratie)





Nous ne voulons pas entrer ici dans un débat théorique sur la façon dont les changements dans la superstructure provoquent ou non des changements dans la base économique. Confiants dans la démocratie bourgeoise et la fonction dirigemente du parti, ces jeunes gens arri-vent à cette "logique"; un "gouvernement planifié démocratiquement" saurait exactement ce dont la société a besoin, et pourrait promulguer des politiques pour satisfaire ces besoins. Le problème est qu'ils n'ont pas été capables d'établir un lien entre les "droits démocratiques" et les rapports de production. Ils n' ont pas été confrontés à cette vérité que l'existence continuelle de l'esclavage économique fait que tout droit politique garanti par la démocratie bourgeoise n'est que de la frime. La solution n'est pas de remplacer une "démocratie féodale" par une nouvelle et efficiente bureaucratie et technocratie, mais de provoquer des transformations dans les rapports de production. >>

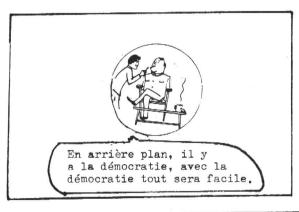
Le premier numéro de la revue THE UNDERCURRENT (juillet 80) reproduit deux articles de Wang Xizhe; Pour un authentique retour au marxisme en Chine et La direction de la démocratie. Ici, le propos n'est plus celui des simples démocrates. Wang veut opposer un véritable socialisme et une véritables démocratie au faux socialisme et à la fausse démocratie de Mao et de ses successeurs. Ce faisant, il se place dans une logique qui n'arrive pas à rompre avec celle du système :

«Wang, dans Pour un Authentique Retour au Marxisme discute de la métam orphose de la dictature du prolétariat en dictature des bureaucrates et met sur le tapis une présupposition incisive - le caractère de classe de la division du travail. Mais comme il ne peut pas se détacher du Marxisme orthodoxe, il échoue pour atteindre une conclusion aussi incisive et reste piégé dans le dilemne du classicisme. Wang considère que le contenu politique de la division du travail est la perpétuation de la société de classe. Ainsi la nécessité préalable à l'élamination des classes est l'élimination de la division du travail, qui est la mission de la révolution socialiste. Mais en Chine (et autres pays arriérés), d'un côté "le degré de développement des forces productives ne fournit pas encore les bases matérielles nécessaires pour l' élimination de la division du travail", et d'un autre côté "le niveau culturel et les capacités d'administration de l'ensemble du prolétariat restent limités, il est nécessaire de confier les tâches d' administration à la couche la plus avancée du prolétariat (organisée dans le Parti Communiste). Et c' est ici que repose la base matérielle pour la pouse -sée du bureaucratième. Wang voit aussi "la dictature de la section avancée du prolétariat comme une étape économique et politique inévitable dans le développement d'un tel 'état bourgeois sans bourgeoisie'," et c'est seulement dans le cas où les gens, de par leur propre conscience, maitriseront ce modèle, que pourront être évités le bureaucratisme et l' émergence d'une nouvelle classe après la dictature du Parti Communiste. Les questions posées sont :

quels sont les critères objectifs pour imposer la base matérielle à l'élimination de la division du travail ? Quand les forces productives peuvent-elles être considérées avoir atteint le degré requis de développement ? Et qu'est-ce qu'un niveau culturel suprême ? Les Marxistes qui revendiquent pour eux mêmes le titre de matérialistes dialecticiens sont plutôt non-dialectiques sur ces deux points. Concernant la première question, le développement des forces productives ne concerne pas que les activités économiques, mais aussi les activités politiques. Aussi, la base matérielle pour l'élimination de la division du travail ne tient pas seulement dans l' expansion quantitative des forces productives, mais aussi dans les formes politiques impliquées dans le processus de développement de ces forces productives. Qu'on nous permette de poser cette question : est-ce que des forces productives qui ont connu leur évolution dans le mode de production capitaliste deviennent une condition suffisante à la libération du prolétariat ? Concernant la seconde question, si ce n' est pas la mégalomanie de la couche avancée du prolétariat, alors elle se dirige très certainement (comme dans le cas de la première question) dans l'impasse du déterminisme économique, exagérant cet abstrait "plein développement des forces productives", faisant de celui-ci l'unique condition déterminante, si ce n'est pas l'unique condition. >>

« Comme La Direction de la Démocratie est écrite face à la suppression officielle du Mouvement Démocratique, Wang peut pour le moment fermer les yeux sur les points de vue contradictoires dans ses deux articles. Mais en tant que personnes ayant une auto-conscience historique, Wang et autres socialistes démocrates, cette "nouvelle force sociale"doit, dans le processus de devenir auto-conscients historiquement, confronter et dépasser ces contradictions. Et ceci devient de plus en plus impératif quand ces contradictions ne se manifes. tent plus seulement comme des problèmes de théorie mais comme des problèmes de réalité politique. Ils n'auront d'autre alternative qu'en venir à un ace comodement avec celà : que l'état chinois doit d' abord exercer son influence et ensuite exercer la répression. >>

Un même fondement caractérise finalement la pensée des démocrates chinois, au delà de leurs divergences. Ils se placent sur le terrain d'une adaptation du capitalisme d'Etat chinois à la situation sociale ou à l'environnement international. Ils se considèrent ainsi selon les cas en conseillers de la classe capitaliste ou en futurs membres de celle-ci. Face au mouvement social de masse qu'a connu et que connait la Chine, ces jeunes intellectuels aspirent à devenir une nouvelle direction, déviant celui-ci sur leur propre terrain de classe : la modernisation du Capital chinois. Tout comme l'écrivent les camarades de MINUS 4, tout en gardant par ailleurs certaines illusions sur ce mouvement : "Ceux-ci... dégénéreront probablement pour devenir un mouvement dissident comme celui de l'Union Soviétique. Ce sera un mouvement confiné aux intellectuels, mais peut-être dans le cas de la Chine, aux jeunes intellec-





tuels". Ce rôle des intellectuels n'est pas pro-pre à la Chine. Tous les pays sous-développés (incluant les pays de l'Est) ayant traversé une phase de déstabilisation se sont trouvés confrontés à de telles situations. Ceci ne signifie pas que certains ne peuvent évoluer sur une base anti-capitaliste. Mais une condition est primerdiale pour cela. Rejeter le terrain du Capital, y compris quand celuici prend la forme de la dissidence démocratique ; rejoindre le terrain de la lutte de classe contre l'Etat quel qu' il soit, contre l'exploitation salariée,. En tout état de cause et quelque puisse être l'apport positif de tels

eléments, le fait primordial de la situation chinoise reste la persistance d'un mouvement social produit par les masses travailleuses elles-mêmes, s'exprimant dans les grèves, débrayages, ... Ce mouvement confirme par ailleurs que quels que soient les particularismes du capitalisme chinois, le prolétariat ne s'y trouve pas dans une situation différente de celles des prolétariats soumis à d'autres Etats. Confronté à un même système, il a le même intérêt à sa destruction.

La Chine du XI° congrès : Jeune Taupe 17-24.

(2) A propos de Wang Kizhe, voir Jeune Taupe 24.

(3) République populaire de Chine.

(Les illustrations sont extraites de THE UNDERCUR-RENT Nº1).

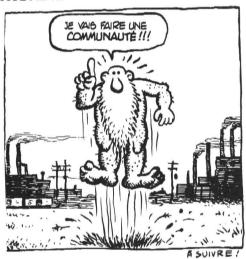
prochain numéro.

ATTENTION! Changement de CCP en cours. Thésaurisez en attendant le

suite de la page 15

A l'issue de cette réunion, quatre camarades ont démissionné du P.I.C., pour nous ces démissions ne sont pas le produit de divergences claires sur l'analyse de la période et du niveau des luttes. Les militants qui sont restés au sein du groupe, comme ceux proches de celui-ci ne sont pas tous d'accord, loin de là, et l'on peut considérer que des divergences sur l'analyse de la période comme sur le fonctionnement du groupe persistent. Cependant, nous pensons que ces divergences ne nous empêchent pas d'avoir des activités en commun. La possibilité d'un fonctionnement réellement collectif nous semble, aujourd'hui, de nouveau possible dans une ambiance militante et non mélodramatique.

Avant cette reunion nationale, des textes ont circulé, au sein du groupe, certains d'entre eux ont été soumis à des votes à l'occasion de celle-ci. Ceux qui cela présentent un intérèt pourront se les procurer ultérieurement.



20 60F 50F

Le numéro

> ABONNEMENTS

- . Abonnement simple: 40F (50F de publications)
- . Possibilité abt-diffusion Double:70F; Triple:95F; Quadr:105F.
- . Paiements_Adresserles versements à l'ordre de MARIE, uniquement.

Directrice de publication: G. BYRAMJEE Imprimeur G.TAUTIN 4,passage Dieu 75020-PARIS



PUBLICATIONS

* Chili hier, Portugal aujourd'hui, toute l'Europe demain... La carte de gauche du capital pour mystifier le prolétariat

★ . Moyen Orient un abcès de fixation 6

, Lutter contre le chomage ou contre le Capital ? 1

. Leçon de la Révolution russe :

1-Les racines d'Octobre

, Bulletin de Discussions Internationales

(édition en français) Nº1, Nº2 le nº

BULLETIN de DISCUSSIONS INTERNATIONALES Nº 3

Sommaire

Textes du London Workers Group

de Solidarity

Authority

KPL

Réponse à Subversief ...

5F

10 F



Après la mise en diffusion de l'AFFICHE - JOURNAL traitant de l'autonomie ouvrière et de l'abolition du salariat, nous ne pouvons que vous la recommander.

en accord
avec de nombreux militants
de tous les
pays du monde



Bestiaire de la haine

« Un peuple sans armée est un peuple d'esclaves. » Marcel CACHIN (L'Humanité 15,10,4

> «Un pays désarmé renoncerait à faire sa propre histoire... Nous aurons encore pendant des années à

témoigner force et puissance. Nous aurons besoin de canons solides;" Maurice THOREZ 12.1,46

DE RUELLE)

Dépot légal : 3èmetrimestre 1981

Commission paritaire des publications et agences de presse NO 57578



M'OURIS! JE M'B-S

22 F

1 F

2F

Mise au point sur l'Autonomie

La crise Mythes et réalités 5F
. Plate-forme du groupe PIC 2F
Traité de Brest-Litovsk 11 F

, Chronique de la révolution espagnole 18 F En anglais

Platform For a CommunistIntervention 1F

. Rosa Luxembourg et sa doctrine

On Workers Autonomy

Abolition of wage labour and the supersession of demande

En allemand

. Grundsatzerklarung Für einen Kommunistischen
Eingriff 1 F

En espagnol

. Plataforma Para una Intervencion Comunista-Luchar contra el Paro o contra el Capital ? 2 F En portugais

. Plataforma Para una Intervenção Comunista 1 F

. O Comecon o a Crise Economica Mundial

. Plattform För ett Kommunistiskt Ingripande ** Publications épuisées.

 Une nouvelle brochure avec des textes des Groupes Ouvriers Communistes datant de 1929

"L'OUVRIER COMMUNISTE CONTRE LES SYNDICATS" 4 F





ARRETEZ VOTRE CHANTAGE
LES MOMES AUTREMENT...
J'DEMISSIONNE!!